

QUEL REGARD JETER SUR LE PLUS GRAND ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE, IL Y A VINGT ANS ?

Le premier mai 2024 est l'occasion de célébrer les vingt ans de l'élargissement oriental de l'Union européenne. Alors que se profilent des élections européennes sur fond de guerre en Ukraine et dans la perspective d'un nouvel élargissement en direction notamment des États balkaniques et de l'Ukraine, quel regard jeter sur ces vingt années ?

Sur le plan économique, il faut reconnaître que les réticences alors exprimées, fondées sur l'invasion des fameux « plombiers polonais » et sur la dilution des fonds européens désormais dirigés vers les nouveaux États membres appauvris par la dictature communiste, ne se sont pas avérées. Au contraire, on peut dire aujourd'hui que l'élargissement du marché commun de 20 %, avec l'arrivée de soixante-quatorze millions de nouveaux citoyens, a conduit à un accroissement des échanges et de la richesse commune. Des pays baltiques, devenus des champions européens, en passant par la Pologne, terre d'opportunités, les pays de l'Est ont vu leur PIB moyen par tête augmenter de 59 %, tandis que les pays de l'Ouest ont vu leurs échanges avec ces pays se développer de plus de 40 %.



Sur le plan politique, les choses peuvent paraître plus complexes. La Hongrie illibérale de Victor Orban, les huit ans de pouvoir du PIS en Pologne, le retour récent de Robert Fico en Slovaquie semblent montrer un détachement de l'UE et de ses valeurs fondatrices de la part de certains nouveaux États membres. Mais il faut reconnaître que l'instabilité politique concerne aussi les États occidentaux, comme l'illustre le Brexit ou la vie politique américaine. Au contraire, la Pologne a rejoint récemment le camp des démocraties libérales.

Que ce soit sur le plan économique ou politique, le grand élargissement de 2004 a plutôt été un succès qui a permis de stabiliser et de développer la partie orientale de l'Europe, au bénéfice général de l'Union. La comparaison avec les États restés aux portes de celle-ci : Moldavie, Géorgie, Ukraine, permet de s'en persuader.

La perspective d'adhésion à l'Union reste un facteur d'évolution extrêmement puissant, qui, lorsqu'il s'évanouit, conduit à des régressions certaines comme la Turquie en donne un triste témoignage.

Au regard de ces éléments, le nouvel élargissement doit nous conduire à intégrer les six pays des Balkans dans un premier temps, l'Ukraine et la Moldavie dans un second temps, peut-être ensuite aussi la Géorgie. Sans doute une telle intégration devrait-elle aller de pair avec une réforme du processus de décision, en cours et visant essentiellement à renforcer le principe de majorité, mais elle reste quoi qu'il en soit très souhaitable, qu'il s'agisse d'agrandir le marché commun comme d'assurer la stabilité géopolitique du continent européen.

David Capitant

VIE DE L'ASSOCIATION

DÉJEUNER DÉBAT, de 12h30 à 14h45 au restaurant Le Procope

Mardi 7 mai avec **Håkan Åkesson**, ambassadeur de Suède en France.

Thème : La Suède et les enjeux de l'Union européenne.

CONFÉRENCE EN PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DU PACIFIQUE

En présentiel au siège d'ARRI et par Zoom

Judi 16 mai avec **François Wu**, représentant de Taiwan en France.

Thème : les relations franco-taïwanaises.

VOYAGES 2024



VOYAGES 2025

Présidé par Jean-Jacques Sciarra, le comité voyages d'ARRI se réunira mardi 14 mai pour réfléchir aux destinations 2025. Celles-ci vous seront ensuite soumises, comme nous le faisons habituellement, sous la forme d'un questionnaire.

INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS

Vous pouvez vous inscrire aux activités via le site www.arri.fr ou en contactant notre secrétariat (secretariat@arri.fr ; 01 45 27 46 17).

Notre site internet propose un calendrier de nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes rendus.

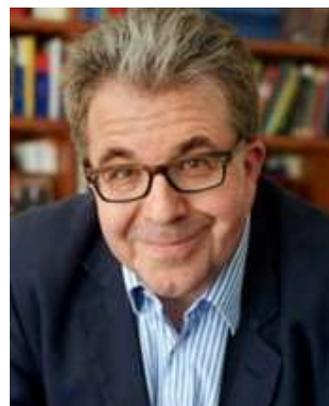
La guerre en Ukraine remet-elle en cause le rapport de l'Union européenne à la puissance ?

par Christian Lequesne, professeur de science politique à Sciences Po-Paris

Déjeuner débat du mercredi 27 mars 2024

Christian Lequesne introduit son propos en rappelant que « *le projet européen est né d'un rejet de la puissance militaire et d'une volonté de promouvoir un espace de paix et de prospérité construit autour du soft power et de l'idée que les relations internationales peuvent être organisées autour de normes exportables (politique européenne de voisinage, élargissement...)* ».

Pendant longtemps, l'Europe du soft power convenait à la plupart des États membres. Pour les États neutres (Autriche, Finlande, Suède), la sécurité militaire n'était pas une attribution de l'UE. Pour les pays favorables à une forte relation transatlantique (Allemagne, Grande-Bretagne, pays d'Europe centrale, pays baltes...), la sécurité militaire ne pouvait pas (et ne peut encore pas) se concevoir en dehors des États-Unis et du cadre de l'OTAN. La France, quant à elle, pense sa sécurité à plusieurs niveaux. Le plan Fouchet ¹, l'Europe puissance, l'autonomie stratégique européenne sont des concepts qui « *troublent* » ses partenaires européens, notamment les pays d'Europe centrale et orientale. Alors que ces derniers pensent que « *les États-Unis ne lâcheront jamais l'UE, la France a toujours un doute* ».



Qu'est-ce que la guerre en Ukraine a changé ?

La guerre impossible est devenue possible. Les pays d'Europe centrale et orientale ont été les seuls à ne pas avoir écarté ce risque. L'invasion de l'Ukraine n'en a pas moins été un choc majeur pour l'ensemble des États membres. Le chancelier Olaf Scholz a évoqué un changement d'époque, « *Zeitenwende* », estimant que plus rien ne serait comme avant.

Avec cette agression, c'est aussi le retour de la peur de la Russie, un phénomène déjà observé en 2014 mais dans une moindre mesure, et le retour à une conception réaliste qui exige d'intégrer désormais les rapports de force militaire comme une donnée incontournable. Néanmoins, la non-belligérance demeure un principe.

¹ Le plan Fouchet prévoyait une « *union d'États indissoluble fondée sur la coopération intergouvernementale et le respect de l'identité des peuples et des États membres.* » Il suggère l'établissement d'une coopération, en marge des traités communautaires, en matière de politique étrangère et de défense, de science, de culture et de protection des droits de l'homme.

Devant l'ampleur du choc, la solidarité des Européens à l'égard de l'Ukraine ne sait pas fait attendre: des aides massives d'expertise, la politique de sanctions, la mobilisation pour l'achat et la livraison d'armes via la « *facilité européenne pour la paix* » (plus de six milliards d'euros), l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'UE en 2023 ², et plus récemment l'allocation par la Commission européenne de subventions destinées à aider les entreprises de l'UE pour accroître la production d'armes et de munitions. Parallèlement, les États membres ont renforcé leurs propres capacités de défense. Le Danemark et l'Allemagne devraient consacrer 2 % de leur PIB aux dépenses militaires ³. Mais, aujourd'hui, force est de constater que les sanctions contre la Russie ont eu des conséquences sur l'économie européenne et que l'opinion publique éprouve une lassitude à l'égard de la guerre.

Le retour de la puissance militaire se pense avec l'OTAN...

L'OTAN a retrouvé sa force d'attraction. De fait, la Suède et la Finlande ont abandonné leur neutralité pour rejoindre l'Alliance dont le rôle dans la défense européenne se trouve ainsi renforcé. Nonobstant, les pays européens devraient davantage contribuer à la construction de la puissance européenne. En effet, si les Américains ont apporté leur soutien à l'Ukraine jusqu'à présent, le regard critique que portent les Républicains sur cette question fait craindre une précarité de leur engagement en Europe et l'éventuelle réélection de Donald Trump en novembre 2024 pourrait dangereusement fragiliser l'Alliance. Nous avons tous en mémoire sa menace de ne plus protéger les pays de l'OTAN s'ils ne respectent pas leurs engagements financiers...

La position de la France en faveur d'une plus grande autonomie stratégique est assez isolée. En effet, les Européens préfèrent encore la solidarité atlantique à un « *système* » dont ils ne sont pas sûrs des garanties pour leur sécurité. Finalement, la guerre en Ukraine a relégitimé la sécurité transatlantique.

La question nucléaire au centre du jeu

Cette guerre a replacé la question nucléaire au centre du jeu. Les cinq puissances nucléaires reconnues officiellement par le Traité de non-prolifération nucléaire sont membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Et lorsque pèse la menace nucléaire, les pays cherchent à se mettre sous la protection d'un pays qui en serait doté. Doit-on mettre en commun notre dissuasion nucléaire ? Lors de sa visite d'État en Suède, Emmanuel Macron a tenu des propos sur la dimension européenne de la dissuasion nucléaire française qui ont aussitôt suscité des débats dans la presse allemande. À noter que les pays européens sont, pour la plupart, couverts par la dissuasion nucléaire de l'OTAN et veulent le rester.

Une Europe puissance dans un monde sous tension ?

La bipolarité États-Unis – Chine n'empêche pas une nouvelle multipolarité souple et flexible. L'Inde opte pour la stratégie du « multi-alignement » ... Le monde se réorganise et le Conseil de sécurité de l'ONU ne représente plus aujourd'hui la réalité de ce monde et peine donc à s'imposer. Faut-il l'élargir à d'autres membres ? Transformer le siège que la France y occupe en siège permanent pour l'UE ? La France n'y est pas favorable. Si l'élargissement est acté, il faudra revoir le processus de décision que le recours au droit de veto peut saper...

En conclusion, dans un monde sous tension, l'Europe doit être capable de se faire respecter et de réagir en ayant recours à la coercition. Pour s'affirmer comme un acteur stratégique, elle doit faire l'apprentissage de la puissance certes, mais aussi se donner les moyens de l'assumer. Les sociétés européennes ont encore du mal à s'en convaincre. ■ *Notes de Geneviève Tinturier*

² Rappelons que comme l'OTAN, l'UE dispose d'une clause d'assistance mutuelle : « *si un pays de l'UE est victime d'une agression armée sur son territoire, les autres pays de l'UE ont l'obligation de lui porter aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir* » (article 42.7 du traité de Lisbonne). La porte de l'OTAN étant fermée à l'Ukraine, cette clause est une assurance de sécurité.

³ En 2023, peu nombreux sont les pays européens dont le budget militaire atteint ou dépasse les 2 % de leur PIB (Grande-Bretagne, Estonie, France, Grèce, Pologne...).

La cocaïne, fléau de l'Amérique et de l'Europe

Par François Treilhou, membre de l'Observatoire des médias étrangers

Conférence du jeudi 4 avril

La cocaïne est un alcaloïde extrait de la feuille de coca qui a été découvert à la fin du XIX^{ème} siècle, une plante sacrée utilisée depuis des millénaires par les Amérindiens. La cocaïne est devenue, au XX^{ème} siècle, une drogue dure de plus en plus consommée.

La coca, une plante utilisée depuis des millénaires pour ses bienfaits



Le cocaïer est un arbuste cultivé dans les Andes. Depuis 5 000 ans, les Amérindiens qui y vivent mâchent des feuilles de coca et boivent du thé de coca pour lutter contre la faim, la fatigue et le mal de l'altitude. Plante sacrée, ils la considèrent comme une offrande des dieux.

La feuille de coca contient de nombreux alcaloïdes, des vitamines, du calcium, très utiles pour la santé. Dans l'usage qu'en font les Amérindiens, ils n'absorbent que des quantités infimes de cocaïne ; il n'est pas question de drogue addictive.

Aujourd'hui, trois pays cultivent la plante coca : la Bolivie, le Pérou et la Colombie. Une partie de ces plantations est légale, - celle utilisée pour la consommation ancestrale -, mais la plus grande partie utilisée pour produire de la cocaïne est illégale.

L'histoire de la cocaïne

Il a fallu attendre 1860 pour que la cocaïne soit découverte par le chimiste allemand Albert Niemann qui l'a extraite de feuilles de coca. On utilisa d'abord son pouvoir anesthésiant dans la chirurgie oculaire puis Freud découvrit son effet aphrodisiaque. Il en consommait et l'utilisait comme solution aux problèmes mentaux de ses patients. On peut dire que Freud est à l'origine de la consommation de cette drogue. Mais, l'aspect addictif de la cocaïne apparaîtra très vite et son utilisation comme traitement médical sera aussi vite supprimée.

Un autre usage de la feuille de coca apparaît dans les années 1880. Le vin français Mariani, mélange de vin de Bordeaux et de feuilles de coca, est très prisé dans la haute société, y compris par le Pape Léon XIII. Il est imité par l'Américain Pemberton qui remplacera le vin par de l'eau gazeuse. Le coca-cola est né ; sa marque est enregistrée en 1887. Au début, le coca-cola, comme le vin Mariani, contenait un peu de cocaïne qui fut supprimée en 1903 et remplacée par de la caféine.



Comment la cocaïne devient un stupéfiant qui va envahir le monde

Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, la cocaïne est utilisée comme une drogue par une minorité aux États-Unis et en Europe. C'est à partir des années 1970 qu'elle devient une drogue qui se répand dans tous les milieux, tout d'abord aux États-Unis puis en Europe. Depuis. Sa consommation ne cesse d'augmenter et la cocaïne devient la drogue la plus consommée en Europe avec le cannabis.

La cocaïne est une drogue au pouvoir addictif puissant. Elle se consomme principalement sous forme de poudre, généralement sniffée et plus rarement fumée ou injectée. L'absorption de cocaïne provoque une forte euphorie appelée flash, un sentiment de puissance intellectuelle et physique, suivi d'un état dépressif avec un besoin irrésistible d'en reprendre. La dépendance existe dès la première prise. Les risques sur la santé sont nombreux : neurologiques, cardiologiques, respiratoires.

Comment la cocaïne s'est répandue, les cartels de la drogue

La cocaïne sous forme de poudre est préparée dans les nombreux petits laboratoires clandestins cachés dans la forêt amazonienne de Colombie et du Pérou. Ces laboratoires utilisent un procédé

chimique simple pour extraire la poudre de cocaïne. Les sacs de poudre de cocaïne sont alors pris en main par les cartels qui vont les vendre dans le monde.

C'est en Colombie, dans les années 1970, qu'apparaissent les premiers cartels qui produisent et diffusent la cocaïne vers les États-Unis. Le cartel de Medellin, dirigé par Pablo Escobar, exporte plusieurs tonnes de cocaïne par semaine, engendrant 30 milliards de dollars par an. Sa devise est « *argent ou balle* », ce qui signifie que tous ceux qui ne se laissent pas corrompre, policiers, magistrats, fonctionnaires, journalistes, pour laisser passer la cocaïne, sont assassinés.

Le cartel de Medellin disparaît en 1993. Il est remplacé en Colombie par

les FARC, mouvement terroriste qui contrôle la production de la cocaïne, et par les cartels mexicains qui prennent le relai de son exportation vers les États-Unis.

Sept cartels de la drogue sont créés au Mexique et se disputent le marché de la drogue, utilisant la même pratique « *argent ou balle* » et semant une violence qui fait 30 000 morts par an,

L'Europe devient le premier marché de la cocaïne

A partir des années 2000, le marché américain ne progressant plus, c'est l'Europe qui prend le relai du marché de la cocaïne, devenant aujourd'hui le premier marché dans le monde. Le nombre de consommateurs en Europe (5,2 millions) dépasse celui des États-Unis (4,8 millions).

Comment la cocaïne arrive au consommateur européen ?

Les sacs de cocaïne pris en main par les cartels en Colombie vont prendre plusieurs chemins pour arriver en Europe. Le plus pratiqué consiste à cacher les sacs de cocaïne dans des containers de banane qui sont expédiés par bateau en Europe depuis le port de Guayaquil en Équateur. À l'arrivée dans les ports européens, les mafias de la drogue européennes les récupèrent en pratiquant la corruption des dockers et des douaniers. Les sacs récupérés sont vendus à des grossistes qui les acheminent jusqu'aux dealers locaux. Les ports principaux d'arrivée de la drogue en Europe sont Anvers en Belgique et Rotterdam aux Pays Bas.



Belgique et Pays Bas deviennent des « narco-pays » soumis à la violence de ces cartels qui pratiquent menaces et corruption pour exercer leur commerce illicite. Plusieurs grandes mafias européennes participent à ce marché évalué à 12 milliards d'euros : la Moco Mafia néerlandaise d'origine marocaine, la mafia des Balkans, la mafia albanaise, la mafia calabraise...

Un autre chemin suivi par les trafiquants est celui qui passe par l'Afrique. La cocaïne arrive par bateau dans le golfe de Guinée puis elle traverse le Sahel, le Maghreb avant de rejoindre l'Espagne pour être diffusée en Europe.

Ce que rapporte financièrement la cocaïne

En 2023, 2 000 tonnes de cocaïne ont été produites, 80 % en Colombie, 20 % au Pérou, représentant un marché potentiel de 100 milliards d'euros.

Pour un kilo de cocaïne produit, le cultivateur de feuilles de coca (500 kilos de feuilles) reçoit 700 euros. Le laboratoire vend le kilo qu'il fabrique aux cartels 1 500 euros. En Europe, le kilo récupéré est vendu aux consommateurs 70 000 euros. La marge pour les différents intervenants est de 55 000 euros. C'est cette énorme marge qui crée ce marché illicite, finançant des centaines de milliers de personnes dans le monde. Par an, une mafia européenne peut gagner plusieurs milliards d'euros, un grossiste local plusieurs millions. En fin de course, un dealer vendant la cocaïne au consommateur dans un quartier peut gagner 3 000 euros par mois.



Le marché de la cocaïne en France

Il y a en France 600 000 consommateurs réguliers de cocaïne. Le marché, évalué à un milliard d'euros, se fait dans 4 000 points de deal, situés dans la plupart des villes. L'achat se fait au gramme au prix de 70 euros, au point de deal ou livré à domicile. En France, il y a par semaine 70 passages aux urgences à cause de la cocaïne consommée.

A Marseille, deux mafias se disputent le marché avec une grande violence qui a fait 49 morts en 2023, dont 4 victimes collatérales.

Comment lutter contre ce fléau ?

Depuis les années 1970, une guerre financée par les États-Unis a été conduite en Amérique latine pour éradiquer les plantations illicites de coca et lutter contre les cartels. C'est échec total. En Europe, beaucoup d'efforts sont faits pour saisir la cocaïne : à l'arrivée, 20 % est saisie. Les mafias et les dealers pris sont très pénalisés, emprisonnés, mais le marché se perpétue tant les gains sont importants.

En France, comme en Europe et aux États-Unis, la pénalisation des consommateurs est très faible, une petite amende. Or c'est bien l'existence de ces consommateurs qui fait que ce marché existe.

Ce marché de la cocaïne est un fléau pour l'Amérique et pour l'Europe

Ce marché de la cocaïne représente un fléau qui s'accroît d'année en année, avec deux conséquences graves, l'une sanitaire à cause des troubles graves de santé des consommateurs et l'autre sociale avec l'insécurité, la violence, la corruption qu'il crée en Amérique et en Europe. La cocaïne n'est pas la seule drogue de ce marché en Europe, le cannabis y occupe aussi une place importante. Aux États-Unis la drogue très en vogue est le fentanyl, opiacé de synthèse qui cause 100 000 décès par an.

Quelles pistes aujourd'hui pour remédier au trafic de cocaïne ?

Aujourd'hui, toutes les actions conduites en Amérique et en Europe pour réprimer ce marché de la cocaïne se sont avérées inefficaces. Il n'est pas facile de supprimer un commerce qui permet de tels profits, de surcroît faciles à obtenir.

Récemment, le président colombien a déclaré que, devant cet échec, son pays pourrait envisager une légalisation de la cocaïne pour la contrôler et supprimer les cartels dans son pays. Il demande aussi aux pays riches de contrôler et pénaliser la consommation.

La France, depuis quelques semaines, a lancé une opération de répression contre la vente de drogue. Faute d'effectifs suffisants de policiers pour assurer le contrôle permanent de tous les points de deal, elle ne sera pas suivie de résultats pérennes, hélas.

La dépénalisation, qui est aujourd'hui adoptée par certains pays pour la vente des drogues douces comme le cannabis, n'est pas évoquée en Europe pour la cocaïne. La solution la plus efficace serait peut-être de pénaliser davantage financièrement les consommateurs, en les surveillant mieux et en tentant de supprimer leur addiction. ■

François Treilhou

Carte de la CIA indiquant le parcours du trafic international de la drogue



La troisième vie de la construction européenne

Ne nous y trompons pas, nous vivons une nouvelle phase de l'histoire européenne.

Pendant que le continent se relevait du Second conflit mondial, puis assistait à la chute du Mur et de l'URSS pour enfin faire face au retour de la guerre du fait de la Russie, l'Union européenne se transformait.

Sa première vie, celle des années 50, fut celle du pari fou des Pères fondateurs.

La seconde fut celle de la réalisation d'un espace sans frontières.

Nous sommes déjà entrés dans la troisième ère de l'Union européenne, celle du parachèvement géopolitique.

Cette dernière nécessite de revisiter beaucoup de nos outils européens pour répondre à quatre interpellations majeures, qui exigent des réponses fortes et urgentes.

La problématique démocratique est celle du défi de l'efficacité des politiques publiques et de leur perception par les opinions. Il ne sert à rien d'élaborer de belles politiques si les citoyens ne les soutiennent pas et que le discours populiste, avec ses outrances et ses mensonges, peut les discréditer en quelques phrases.

La problématique économique : Sur fond de désastre démographique, le décrochage économique par rapport aux deux grands États-continentaux que sont les États-Unis et la Chine oblige à rompre avec les politiques budgétaires et monétaires traditionnelles. Les transitions exigent des prises de risques, des investissements mobilisant d'énormes capitaux et, peut-être, de s'endetter pour la croissance.

Une problématique quasi-philosophique taraude les Européens : Ils préfèrent la réglementation et la contrainte à la liberté et l'incitation. Ce travers des États membres se retrouve amplifié à Bruxelles et Strasbourg. Or aucune des inventions majeures du XIX^{ème} ou du XX^{ème} siècle – dont l'Europe peut d'ailleurs être fière – n'a résulté d'une norme. Elles sont nées du génie d'une personne, d'une équipe ou d'une entreprise, jamais d'une règle. La croissance de demain, y compris la réussite des transitions numériques et environnementales, viendra d'inventions que seul l'esprit humain, libéré des contraintes, peut imaginer. Certes leur développement nécessitera ensuite des politiques de soutien. Mais à la règle il faut préférer l'accompagnement et l'incitation. Avant de réguler, il faut imaginer, fabriquer et produire.

Enfin la problématique sécuritaire risque d'occulter toutes les autres. L'Europe doit d'urgence réapprendre à se défendre et à dépenser pour sa défense. Cela va nécessiter d'énormes efforts qui vont amputer les moyens consacrés à un confort devenu habitude, un mode de vie parmi les plus protégés et agréables du monde. Le dire ne suffira pas à convaincre mais la peur du retour des conflits et de leur cortège de misères pourrait y pousser.



Tels sont les enjeux auxquels les Européens, et donc leurs institutions communes comme leurs États nationaux, doivent faire face.

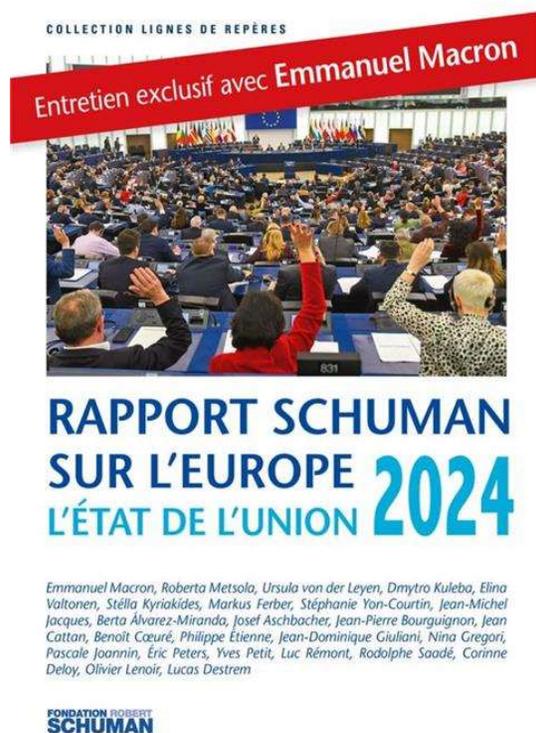
Pour les affronter, il leur faut imaginer de nouveaux moyens, de nouvelles politiques qui, tout en ne reniant rien des réussites passées, acceptent de prendre en compte la réalité du nouveau monde.

Ces changements ont timidement commencé au cours de la mandature européenne qui s'achève. Ils vont s'accélérer et la dimension européenne sera plus indispensable que jamais. C'est l'objet des contributions des plus hautes autorités européennes au **Rapport Schuman 2024 sur l'Europe –l'état de l'Union-** qui paraît cette semaine. Une édition exceptionnelle par son contenu et la qualité de ses auteurs, résolument tournée vers l'avenir.■

Jean Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman

22 avril 2024

LE RAPPORT SCHUMAN SUR L'EUROPE, L'ÉTAT DE L'UNION 2024



**Sous la direction de Pascale Joannin
Avec Stéphanie Buzmaniuk et Élise Bernard
Et le concours de Niccolò Bianchini
Ed. Marie B Lignes De Repères 24 avril 2024**

Ce rapport ne réunit pas seulement des acteurs éminents du monde politique, au premier rang desquels le président de la République française, la présidente de la Commission européenne, le président du Parlement européen, il donne aussi la parole à des acteurs clés de l'entreprise, de la recherche, de la diplomatie. Tous partagent au fil de l'ouvrage leurs analyses et leurs visions sur la plus-value de l'Union européenne.

Sommaire

Préface : Quelle plus-value européenne ? Succès défauts et perspectives

1. Le grand entretien : la souveraineté européenne est consubstantielle de notre identité européenne
2. Et enfin vint la géopolitique
3. Espoirs et défis
4. Objectif croissance
5. Observatoire des élections
6. L'Union européenne par les statistiques (Olivier Lenoir)

Cet ouvrage est disponible sur le site de la Fondation Robert Schuman (www.robert-schuman.eu), en librairie, en version papier et au format numérique sur Decitre, Amazon ou sur le site de la Fnac.

CONSEILS DE LECTURES

Dominique Moïsi

LE TRIOMPHE DES ÉMOTIONS

La géopolitique entre peur,
colère et espoir



Dominique Moïsi

Le triomphe des émotions

La géopolitique entre peur, colère et espoir

Éditions Robert Laffont, février 2024

Entre la guerre en Ukraine et la guerre à Gaza, nous vivons dans un monde dominé par les émotions. La montée des nationalismes et des populismes, la remise en cause de la mondialisation, l'accélération du changement climatique et l'inquiétude face aux révolutions technologiques telles que l'intelligence artificielle multiplient les peurs, attisent les colères et laissent peu de place à l'espoir.

Sur fond de rivalité Chine/États-Unis, un nouvel ordre émotionnel du monde est en train d'émerger autour d'un Sud global dominé par un mélange de ressentiment et d'espoir, un Orient global fait d'humiliation et de colère, et un Occident global oscillant entre peur et résilience.

Membre fondateur de l'Institut français des relations internationales, conseiller spécial de l'Institut Montaigne, Dominique Moïsi a enseigné à l'université de Harvard, au Kings'College de Londres, à l'ENA et à Sciences-Po. Auteur d'une dizaine d'ouvrages, il est chroniqueur aux Échos et à Ouest-France.

Bruno Tertrais

Pax atomica ?

Théorie, pratique et limites de la dissuasion



Bruno Tertrais

Pax atomica

Théorie, pratique et limites de la dissuasion

Éditions Odile Jacob, janvier 2024

Sommes-nous au bord d'une guerre nucléaire ? La dissuasion est-elle un facteur modérateur dans les relations internationales ? Quel rôle joue exactement l'arme atomique dans un paysage où les formes de guerre se sont diversifiées ? Ces questions sont aujourd'hui cruciales face aux menaces proférées par la Russie et alors que les dangers nucléaires se sont multipliés en Asie. Qui a vraiment le pouvoir de déclencher l'Apocalypse ? Comment élabore-t-on les plans d'emploi de l'arme atomique ? Quelles leçons peut-on tirer des crises qui ont parfois amené le monde au bord du gouffre depuis 1945 ? La Bombe maintient-elle la paix entre grandes puissances et continuera-t-elle de le faire ?

Au moment où le sort de la planète pourrait basculer, Bruno Tertrais, dans cet ouvrage fondateur, fruit de trente ans d'expérience au plus près des réalités nucléaires, répond à cette question par l'affirmative, sans masquer les limites du concept de dissuasion.

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

Europe. L'Eurocorp, qui a perdu son chef polonais accusé d'espionnage au profit des Russes, renforce ses forces en Bosnie-Herzégovine. La Bundeswehr doit mettre en place en Europe de l'Est une brigade en 2027. Un accord sur le blé ukrainien est intervenu avec la Pologne. La réforme de la politique migratoire votée par le Parlement européen est diversement appréciée.

Allemagne. La coalition gouvernementale, instable, se prépare pour les élections de 2025. Des élections anticipées sont peu probables. Le chancelier a soutenu Israël après le 7 octobre mais la situation à Gaza pose problème. La ministre des Affaires étrangères a téléphoné au président iranien pour lui conseiller la modération. L'économie allemande a stagné en 2023.

Italie. La majorité gouvernementale se veut pro-européenne malgré ses divergences internes. Le centre-gauche étale ses divisions. Le président de la République, très actif, multiplie les voyages, en particulier en Afrique où il demande aux Africains de gérer leurs migrations. Une frégate italienne détachée en mer Rouge a abattu, dès son arrivée, un missile houthi.

Irlande. Relève inattendue des Premiers ministres après un référendum largement rejeté sur la modification de la Constitution qui devait ouvrir la famille à « *toutes autres relations durables.* »

Royaume-Uni. Le Premier ministre reconnaît son échec pour améliorer le fonctionnement du *National Health Service* (NHS, système de santé britannique).

Russie. L'enclave russe de Kaliningrad est un caillou dans la chaussure de l'OTAN au niveau de la Pologne et de la Lituanie. Jusqu'à quand ?

Moyen-Orient. L'attaque israélienne du 1^{er} avril sur Damas a initié le conflit Iran-Israël. La massive frappe iranienne du 13 avril a été bien stoppée par Israël, avec l'aide des États-Unis, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite. Cette riposte peut aider le Premier ministre à occulter ses actions contestées sur Gaza.

États-Unis. Un nouveau Kennedy, Robert Francis, le fils de « Bob », est candidat indépendant à la présidence. Il a choisi pour colistière, Nicole Shanahan, une riche avocate.

Amérique latine. Le Brésil a renoué avec la France à l'occasion du voyage du président Macron.

Asie de l'est. En Corée du Sud, à mi-mandat, le président va se trouver en « cohabitation » avec son challenger lors de la dernière présidentielle. Le Japon, inquiet de l'attitude chinoise, se rapproche de l'ANKUS. Le secteur du tourisme s'inquiète d'une « bactérie mangeuse de chair » à l'heure cerisiers en fleurs !

Indopacifique. L'Inde entame des élections qui sont marquées par la mise à l'écart, plus ou moins violente, des opposants, y compris les responsables de certains États, par le gouvernement Modi.

L'Indonésie. Renforce ses liens avec la Chine qui a multiplié ses investissements et vise le nickel.

L'Australie devra attendre jusqu'en 2032, le premier des trois sous-marins nucléaires d'attaque *Virginia* (d'occasion) achetés aux États-Unis. Les cinq derniers viendront de Grande-Bretagne.

Afrique. Au Sénégal, le président élu lance son programme. Au Togo, le report des élections est critiqué. Le Niger expulse les Américains et accueille les Russes. En Afrique du Sud, l'ex-président Jacob Zuma est déclaré éligible. Au Mali, la junte « suspend » les médias. Le Rwanda commémore son génocide. Au Soudan, l'armée refuse de partager le pouvoir.

François Toussaint

Les articles complets figurent dans l'Observatoire des médias étrangers n° 199, diffusé en avril.